

L'ÉDITO DE CHARLES :

« **Enfin un premier pas pour maîtriser les produits dérivés... !** »



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

L'actualité est particulièrement riche ces derniers temps. J'ai décidé de m'arrêter aujourd'hui sur cette dernière information en provenance de l'ISDA qui est l'association professionnelle gérant l'ensemble des produits dérivés autour de la planète.

Attention, car à l'ère du copier-coller généralisée, lorsque vous lirez les différents articles consacrés à ce sujet, vous remarquerez qu'un stagiaire faisant une erreur de rédaction dans la dépêche initiale implique bien souvent que cette erreur soit recopiée à l'infini... (cela devant nous faire réfléchir sur la qualité de l'information disponible et de la nécessité impérieuse de toujours faire preuve d'esprit critique même lorsque c'est « vu à la télé »).

L'erreur concerne le montant des produits dérivés affiché à 7 000 milliards de dollars, ce qui est déjà beaucoup mais la réalité est encore infiniment plus grave puisque le montant des produits dérivés donné par la seule source officielle à savoir la BRI (la banque des règlements internationaux) fait état de plus de 720 000 milliards de dollars de produits dérivés (en montant notionnel certains s'annulant mais il est impossible d'avoir le chiffre de produits dérivés nets existants à travers la planète).

Oui, 720 000 milliards de dollars, certaines banques comme la Deutsche Bank dépassent à elles seules les 50 000 milliards de dollars d'exposition alors que le PIB de l'Allemagne est de largement moins de 4 000 milliards d'euros... C'est vous dire à quel point, que l'on parle de « bonne » ou de « mauvaise » finance, on peut considérer que le qualificatif le plus adapté serait de parler de finance devenue totalement « folle ».

Vous imaginez donc facilement que si une grande banque venait à connaître des difficultés, c'est l'ensemble de la planète et du système financier qui s'effondrerait.

Il devenait donc urgent de faire quelque chose surtout que le moment choisi pour le faire n'est pas anodin. Loin de là. Face au danger, les banques enfin se mettent d'accord pour tenter de se sauver elles-mêmes. Alors que nous sommes face à une crise des dettes souveraines sans précédent en « temps de paix », qu'un krach boursier nous menace, que les bulles immobilières partout dans le monde

peuvent éclater à tout moment, que la possibilité d'un effondrement obligataire est tout à fait envisageable et que l'explosion de l'euro, loin d'être un fantasme, est un risque qui va revenir sur le devant de la scène, les difficultés qui nous attendent sont innombrables.

Accord bancaire pour sécuriser la finance

C'est dans ce contexte que cet article du *Figaro* nous a appris que « sous la pression des régulateurs, les grandes banques du globe se sont mises d'accord samedi pour sécuriser le système financier mondial en acceptant de renoncer à des droits dans des transactions de gré à gré. Dix-huit établissements américains, européens et asiatiques, parmi les plus importants de la planète, vont modifier les règles de fonctionnement du marché de quelque 7 000 milliards de dollars de produits dérivés afin d'éviter que la faillite de l'une d'entre elles ne provoque l'effondrement du système financier mondial, a indiqué dans un communiqué l'ISDA.

L'Association internationale des swaps et dérivés (ISDA) est l'organisme représentant le secteur. C'est elle qui mène les négociations avec les autorités de régulation ».

Lors de la faillite de Lehman Brothers, qui était un important intervenant sur le marché des produits dérivés, en septembre 2008 les contrats dérivés avaient été massivement débouclés provoquant ainsi une panique et le chaos sur les marchés financiers. C'est par ce phénomène de débouclage automatique des positions en produits dérivés de la Lehman Brothers que la crise s'est étendue à l'ensemble de la planète. Cela a été le facteur clef de contamination généralisée.

« Fait inédit, les grandes banques ont accepté d'abandonner le principe du débouclage automatique (« close out ») des contrats si une institution financière se trouve en difficulté, a indiqué dans un communiqué l'ISDA et cet accord entrera en vigueur à partir du 1er janvier 2015. »

Ne doutons pas que, d'ici-là, le système tiendra peu ou prou, ce qui nous donne un indice supplémentaire du moment difficile que nous devons affronter vraisemblablement au premier semestre 2015 avec la montée des taux américains si Janet Yellen (la « gouverneuse » de la FED à moins qu'on l'appelle la « gouvernante ») poursuit dans cette voie, ce que je persiste à avoir beaucoup de mal à croire tant cela reviendrait à créer volontairement une nouvelle crise qui pourrait parfaitement se terminer en effondrement systémique généralisé.

Quel est désormais l'intérêt des produits dérivés

Pour faire simple, un produit dérivé est un pari, ou une assurance sur un risque. Je m'assure du risque de faillite de la France par exemple. Le jour où la France fait faillite toutes les banques qui ont vendu cette assurance doivent passer à la caisse et payer le client. C'est ce que l'on appelle le débouclage automatique, où le paiement a lieu dès que le risque pour lequel on a pris un produit dérivé s'est matérialisé.

Revenir (de façon pertinente au demeurant) sur cette idée de débouclage automatique c'est en réalité supprimer l'exécution du contrat d'assurance acheté. En clair, y a-t-il encore un intérêt à acheter un produit dérivé et les banques ne sont-elles pas sous nos yeux tout simplement en train de mettre en place une réduction drastique des produits dérivés ? Je pense que c'est le cas et que les chiffres de la BRI en 2015 devraient montrer pour la première fois une diminution de ces montants astronomiques.

Pour notre information à tous, « les banques auxquelles va s'appliquer cet accord sont : Bank of America, Bank of Tokyo-Mitsubishi, Barclays, BNP Paribas, Crédit Agricole, Crédit Suisse, Citigroup, Deutsche Bank, Goldman Sachs, JPMorgan Chase, HSBC, Mizuho Financial Group, Morgan Stanley, Nomura, Royal Bank of Scotland (RBS), Société Générale, UBS, Sumitomo Mitsui et UFJ ». Il y en aura sans doute d'autres dans les prochains mois qui se joindront à la liste.

Cette décision historique est à la fois une excellente nouvelle et une nouvelle inquiétante. Excellente car pour la première fois depuis 2007 et que le système financier a enfanté de ce monstre que sont les produits dérivés nous voyons enfin poindre une législation restrictive. Inquiétante, car si les banques acceptent cela presque sans broncher, si elles acceptent de s'asseoir sur les milliards de profits que génère cette activité, c'est que nous dansons vraiment sur un volcan et les secousses que nous ressentons montrent bien qu'il peut rentrer en éruption à n'importe quel moment.

Préparez-vous et restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

« À vouloir étouffer les révolutions pacifiques, on rend inévitables les révolutions violentes » (JFK)

Ceci est un article 'presslib', c'est-à-dire libre de reproduction en tout ou en partie à condition que le présent alinéa soit reproduit à sa suite. Le Contrarien Matin est un quotidien de décryptage sans concession de l'actualité économique édité par la société AuCOFFRE.com. Article écrit par Charles SANNAT, directeur des études économiques. Merci de visiter notre site. Vous pouvez vous abonner gratuitement www.lecontrarien.com.

« L'Assemblée nationale est toujours otage de Thomas THEVENOUD qui est toujours député. Pensons à lui. Ne l'oublions pas. »

(Pour protester pacifiquement et avec humour, n'hésitez pas à reprendre cette formule en bas de tous vos mails, de vos articles ou de vos publications, il n'y a aucun droit d'auteur !!)

[Source le Figaro ici](#)

Précision: cet accord ne va s'appliquer qu'en cas de faillite d'une banque. Mais il est un premier pas vers le fait que l'intérêt des produits dérivés risquent d'être moindre. Au delà de cette limitation pouvant paraître limité, il est possible qu'en cas de risque systémique avéré cette possibilité soit utilisée par toutes les banques rendant les produits dérivés totalement inutile dans ce cas.



FMI : Le FMI veut que les contribuables garantissent les prêts octroyés aux entreprises



« Le Fonds Monétaire International (FMI) a exhorté les gouvernements des pays européens à apporter leur garantie pour inciter les banques à augmenter l'octroi de prêts aux entreprises afin de stimuler la reprise économique.

Autrement dit, il recommande que les contribuables financent des garanties pour permettre aux banques de prêter de

l'argent lorsqu'elles sont dans l'incapacité de le faire, ou lorsque consentir un crédit est trop risqué.

Dans son Rapport sur la stabilité financière mondiale publié mercredi, le FMI constate que six ans après la faillite de la banque Lehman Brothers, les banques qui représentent 40 % des actifs bancaires mondiaux ne sont toujours pas en position de fournir suffisamment de crédits pour soutenir une relance de l'économie. Dans la zone euro, cela est même vrai pour les banques qui détiennent près de 70 % des actifs bancaires.

Ce sont surtout les PME qui manquent d'accès au crédit, car les grandes entreprises ont la possibilité de se refinancer sur le marché obligataire, et elles ont de ce fait bénéficié du tsunami de liquidités avec lequel les banques centrales ont inondé les marchés. Or, les petites entreprises représentent 99,8 % de l'économie européenne, et elles ont désespérément besoin de fonds pour investir et recruter des employés, et stimuler ainsi l'économie. »

Cela en dit long, très long sur la dérive de la gentille finance qui a réussi, en quelques années, l'exploit de privatiser totalement les gains et de socialiser toutes les pertes en les faisant reposer sur les peuples.

Si c'est cela la démocratie...

Si c'est cela l'Europe...

Si c'est cela le respect de l'intérêt des peuples... alors que je crois que c'est à n'y plus rien comprendre.

L'ennemi des peuples de cette planète c'est le totalitarisme marchand incarné par les grandes multinationales et le système financier dans sa globalité.

Charles SANNAT

[Source ici](#)



Pour un stockage à domicile, avec un MAXimum de sécurité, la 20 Francs Suisse 'MAX'.

Spécialement conçue pour être conservée chez vous
grâce à sa coque scellée hautement sécurisée

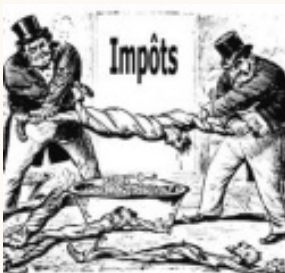
Frais de port et assurance du colis OFFERTS

Commandez votre kit or >



AuCOFFRE.com

Economie : Les ministres des Finances s'engagent à redoubler d'efforts pour relever les défis actuels



Une belle brochette de vœux pieux, accompagnés d'une bonne dose de « yaka » assaisonné à la sauce « focon » fasse tel ou tel truc et promis juré il n'y aura plus de pauvres, plus de malades, et tout le monde sera riche, sauf que la réalité depuis plus de 10 ans est l'exact opposé de ce que l'on nous raconte.

Charles SANNAT

WASHINGTON, 11

octobre (Xinhua) – Les ministres des Finances du monde entier se sont engagés samedi à fournir des efforts concertés pour faire face aux défis actuels tels que le virus Ebola, le changement climatique et le financement des infrastructures à l'issue de la réunion du Comité du développement, organe conjoint de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international

(FMI).

L'économie mondiale doit être surveillée de près et fait face à divers défis, a indiqué le Comité du développement dans un communiqué, appelant à des politiques audacieuses pour renforcer la croissance et accroître la résilience face à ce type de problématiques.

Le comité a conclu qu'il faut en faire plus pour lutter contre l'épidémie d'Ebola et a consenti au lancement du Mécanisme mondial de financement des infrastructures pour aider à combler l'insuffisance d'infrastructures dans les pays en développement. Pour ce faire, « 1 000 milliards de dollars d'investissements supplémentaires par an seront nécessaires d'ici à 2020 », dit le site Internet de la Banque mondiale.

Dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, la Banque mondiale a obtenu le soutien de 74 gouvernements pour fixer le prix du carbone, un ensemble de pays représentant 54 % des émissions mondiales.

Le comité s'attendait à un changement radical dans la façon dont la Banque mondiale fonctionne afin de prodiguer un appui plus efficace aux pays membres et surveillera ce processus qui devrait déboucher sur des prêts de meilleure qualité et un plus grand impact sur le développement, selon le communiqué.

Le Comité du développement est composé de 25 ministres des Finances ou du Développement qui représentent les 188 membres de la Banque mondiale et du FMI.



Blague du jour : Le G20 optimiste vis-à-vis de l'économie mondiale malgré les défis



Les mamamouchis des Finances, qui ne se tireront pas une balle dans le pied, arrivent donc à la conclusion que leur boulot est génial, leurs résultats super et qu'objectivement, heureusement qu'ils sont là pour s'occuper de nous.

Charles SANNAT

WASHINGTON, 10 octobre (Xinhua) – Les ministres des Finances et gouverneurs des banques

centrales du G20 restent optimistes sur la croissance économique mondiale en dépit de nombreux défis, a déclaré le ministre australien des Finances Joe Hockey, dont le pays assure la présidence du G20, lors d'une conférence de presse tenue vendredi.

Les pays du G20 ont conclu leur dernière séance de travail vendredi à Washington, réitérant les objectifs fixés en septembre.

Le groupe a réaffirmé son engagement à prendre des mesures pour faire augmenter de 2 000 milliards de dollars la croissance mondiale dans les cinq années à venir, développer un « hub » mondial d'infrastructures pour soutenir les investissements dans les infrastructures dans le cadre du G20, stabiliser le système financier mondial et assurer l'intégrité du système fiscal international.

Interrogé sur les propositions de la Chine à la réunion, M. Hockey a indiqué que la Chine a été l'un des réformateurs engagés et que l'éventail de leurs

propositions était large et profond, ce qui est encourageant à ses yeux.

Selon M. Hockey, les propositions politiques chinoises concernant la réforme seront dévoilées au sommet de Brisbane en novembre.



IMPORTANT : C'est officiel : la Chine est désormais la plus grande puissance mondiale



« Ça y est, c'est officiel : la Chine vient de dépasser les États-Unis pour devenir la plus grande économie du monde, a calculé le Fonds Monétaire International (FMI). Il s'est appuyé sur la comparaison des pouvoirs d'achat des deux pays.

En effet, les structures de prix varient d'un pays à l'autre et les taux de change sont

volatiles ; une chemise n'a pas le même prix à Shanghai qu'à San Francisco. Pour contourner ce problème, le FMI calcule le PIB des deux pays en termes d'échanges de marché et en termes de pouvoir d'achat, et c'est sur la base de cette dernière méthode que la Chine vient de devenir la plus grande puissance du monde. »

Dans cette étude et pour cette approche, il s'agit d'un résultat basé sur les PPA, les parités de pouvoir d'achat. On pourrait également aller encore plus loin car si en PIB nominal le PIB de la Chine reste inférieur au PIB des USA, il n'en est pas de même et loin de là si l'on raisonne en « net » d'endettement. Certes les USA ont un PIB supérieur mais ce PIB repose sur un montant de dette équivalent au moins au montant de ce PIB. Conclusion : en net, les USA n'ont rien, il leur reste même moins quelque chose, contrairement aux Chinois.

Ce qui est important dans tout cela ce sont les enjeux pour le leadership mondial.

Charles SANNAT

[Source ici](#)



Vos Zimpôts! : Ce sont toujours les mêmes qui paient... Les 20 % de foyers les plus aisés ont absorbé 75 % des hausses d'impôts



« Un document de la commission des finances de l'Assemblée, récapitulant l'impact des différentes mesures fiscales appliquées en 2013 et en 2014 sur l'impôt sur le revenu, révèle que 20 % des foyers ont payé 75 % des hausses d'impôts.

Hors réduction d'impôt exceptionnelle et décote, ce sont au total 1,35 million de foyers fiscaux qui

sont devenus imposables du fait des différentes mesures fiscales entrées en vigueur en 2013 et 2014. L'impact global de ces mesures s'élève à près de 8 milliards d'euros, dont près de 6 milliards ont été supportés par les revenus des 9e et 10e déciles, c'est-à-dire les classes moyennes supérieures et les hauts revenus.

Ce sont des données inédites qui ont été transmises, mercredi 8 octobre, aux députés de la commission des finances de l'Assemblée nationale. Avant que commence l'examen du projet de loi de finances pour 2015, la rapporteure générale du budget, Valérie Rabault (PS), leur a distribué un document récapitulant l'impact des différentes mesures fiscales appliquées en 2013 et en 2014 sur l'impôt sur le revenu. »

Voilà pour le baratin gentillet du *Monde*. Mais la triste réalité c'est que lorsque l'on parle des « riches » du dernier « décile », il faut juste savoir que l'on parle d'un foyer gagnant moins de 60 000 euros par an... Alors effectivement, c'est beaucoup plus que pour un smicard, telle n'est pas la question, mais lorsque l'on gagne 60 K€, c'est-à-dire 4000 euros net pour le ménage, on n'est pas franchement des gros richards avec jet privé et navire de luxe, or c'est bien sur ces classes moyennes que pèsent les augmentations d'impôts pour une simple et bonne raison : c'est qu'elles sont les plus nombreuses pour qu'une taxation soit efficace.

En clair, ce sont toujours les mêmes qui paient.

Charles SANNAT

[Source article du Monde ici](#)

[La triste réalité des riches assez pauvres en France selon l'INSEE ici](#)



Or et Argent : "THE" Revue de l'or du Web du 10 octobre : cotation de l'or en France, zone euro et impôts 2015



Le cours de l'or remonte après des niveaux bas intenable par rapport aux coûts de production. Tant mieux, nous nous en réjouissons mais en tant que contrariens, nous n'avons que faire de cette reprise attendue (qui sera sans doute suivie d'un retour à la baisse, puis à la hausse, etc.). Cette semaine, nous nous préoccupons plus, si

vous le voulez bien, de la cotation de l'or en France et de la déception occasionnée par Mario Draghi concernant les perspectives de la BCE.

Les acheteurs de l'or rentrent en scène

Après un niveau bas, proche des coûts de production, atteint la semaine dernière, « Les Acheteurs de l'Or Rentrent en Scène », annonçait le site d'analyse technique Daily Forex le 7 octobre dernier.

Comme prévu, l'or a remonté cette semaine, « plus de 25 dollars repris en 48 heures », indiquait Boursorama le 8 octobre. L'aversion du risque, ravivée par les tensions en Syrie et le virus Ebola, conjuguée à l'abaissement des prévisions de croissance mondiale pour 2014 par le FMI a rétabli la confiance des investisseurs dans le métal jaune.

Mais peu importe son cours, à la hausse comme à la baisse, l'or physique reste le meilleur rempart anticrise !

Cotation de l'or en France

« Depuis le 1er septembre 2014, la Banque de France publie sur son site Internet le cours de l'once troy, unité de mesure de poids pour les métaux précieux tel que l'or. Cette cotation se substitue à celles du lingot d'un kilogramme et du Napoléon, qui cessent d'être publiées par la Banque de France ». C'est ce que l'on peut lire sur le site de la Banque de France dans la rubrique « Cours de l'or ». L'institut financier s'est enfin rendu compte qu'il « servait la soupe » à un acteur privé, à savoir CPoR dont la cotation n'était finalement représentative que de son propre marché.

Dans une interview accordée à BFM Business dans l'émission Intégrale Placements du 6 octobre dernier, Jean-François Faure, président fondateur d'AuCOFFRE.com, revient sur la nécessité de restaurer une cotation officielle encadrée et représentative du marché de l'or en France.

Charles Sannat sur BFM Business

Charles Sannat s'est également prêté au jeu de l'interview sur le plateau d'Intégrale Placements dans le Face à face qui l'opposait à Ronan Blanc, gérant obligataire chez Quilvest Gestion. Le thème de l'émission, « Mario Draghi déçoit encore une fois », portait sur les stratégies de la BCE pour faire face à la déflation en zone euro, suite à l'intervention (décevante, vous l'aurez compris) de Mario Draghi le 2 octobre.

Pas étonnant que l'éditorialiste du Contrarien ait consacré le n°528 à la débancarisation le 7 octobre dernier !

Impôts et taxes 2015 : attention à votre épargne !

Un petit récap de tout ce qui va changer pour vous au niveau fiscal l'an prochain dans ce diapo de L'Internaute le 8 octobre. « Le document budgétaire présenté en conseil des ministres le 1er octobre 2014 est truffé de dispositions qui impacteront à coup sûr votre pouvoir d'achat et/ou votre épargne l'an prochain » prévient le magazine.

Un livre qui fait gagner des pièces d'or

Eh oui, les pièces d'or font toujours rêver ! La preuve, elles font l'objet d'une chasse au trésor organisée autour d'un livre à succès, « Endgame : l'Appel ». L'œuvre est en effet « truffée d'énigmes qui vont entraîner le lecteur dans une VRAIE chasse au trésor dont le prix est 500 000 dollars en pièces d'or » rapporte le journal Sud-Ouest dans son édition du 9 octobre.



Lecture : La société du hold-up, de Paul Vacca



Le hold-up, « forme illégale d'appropriation apparue aux États-Unis au lendemain de l'Indépendance » s'est institutionnalisé. Dans cet essai, Paul Vacca remonte aux fondements même du hold-up puis explique comment le capitalisme s'en est emparé pour détrousser le monde. Un livre pertinent et intelligent qui fait le pont entre

toutes les arnaques à grande échelle de la fin du XXe siècle et du début du XXIe siècle : dette souveraine, manipulation des taux directeurs, du cours de l'or... Le plus grand banditisme n'est sûrement pas celui que l'on croit, le crime organisé a pris une autre forme.

Hold-up : le flingue a changé de forme et de main

Actuellement, la société est bien loin des figures emblématiques du hold-up : Jesse James, Bonnie & Clyde, Spaggiari et Mesrine... Fini les casses du siècle, et pourtant, le hold-up n'est pas mort avec ces légendes. Aujourd'hui, le capitalisme intègre au cœur même de son système le hold-up dont il fut jadis victime.

Dans le système bancaire, à travers les déréglementations, assureurs et agences de notation se tiennent la main et deviennent tous des « Robin des Bois à l'envers », en volant les pauvres pour donner aux riches.

Mais aussi dans la nouvelle économie où les sociétés braquent les marchés via Internet, comme un coffre. Des sociétés comme Facebook, Google, Amazon, Facebook ou Apple visent à se constituer en monopole. Dès lors, le nouveau mot d'ordre du capitalisme est « tout, tout de suite ».

On assiste à une véritable extension du domaine du braquage où le hold-up devient un paradigme global et intériorisé en chacun de nous. « L'homme devient un braqueur pour l'homme. » Nous vivons actuellement dans une société du hold-up généralisé.

Que raconte le livre ?

Dans une première partie, l'auteur raconte l'histoire des premiers hold-up, des « casses » à l'ancienne qui font presque passer les braqueurs d'antan pour des enfants de chœur, avec un charme un peu désuet.

Paul Vacca tente ensuite de définir le concept de hold-up à travers une approche philosophique, quels sont les traits communs à chaque hold-up à l'ancienne, caractérisé par le sens du défi. Il dresse un portrait du braqueur, en héros mythologique, star de cinéma et termine par le hold-up dans sa version moderne.

Dans la seconde partie « Extension du domaine de braquage », à partir d'exemples actuels complets, l'auteur explique comment « le hold-up, jadis ennemi n° 1 du capitalisme, renaît mystérieusement de ses cendres au cœur même du système néolibéral : dictant sa loi au sein des banques, dans la vie économique et dans la sphère culturelle et médiatique... ».

Il évoque évidemment les banksters, la déréglementation financière et la circulation de produits financiers extrêmement toxiques (swaps, CDOs, dérivés...), le « casse des subprimes », premier braquage de pauvres à grande échelle, le gang des hedge funds, des banques « too big to fail »...

« Les banksters, contraction de bankers et gangsters »

Si vous êtes un lecteur assidu de LORetLARGENT.info, vous connaissez sans doute notre point de vue sur la rapacité des grands holdings financiers. C'est notamment pourquoi nous prônes au maximum la débancairisation (Simone Wapler est très engagée sur le sujet) et les solutions de placement hors circuit bancaire comme l'or physique, les terres agricoles ou encore les diamants.

En juillet 2012, nous condamnons la non-condamnation des banques impliquées dans le scandale du LIBOR.

De même, le trading haute-fréquence n'est-il pas la forme la plus aboutie de hold-up ? Ne relève-t-il pas du crime organisé ?

Il y a deux ans, presque jour pour jour, Arte diffusait un excellent reportage que nous relayions dans cet article, « Le bal des vautours » qui évoquait la rapacité des banques dansant sur la crise.

Si JPMorgan Chase & Co, à l'origine de la création d'armes financières de destruction massive, a été mise au pas, nous rappelons que les crédits dérivés étaient toujours en circulation...

Les exemples de hold-up « en col blanc » ne manquent pas, le plus récent concernant les très forts soupçons de manipulation des cours de l'or et de l'argent.

En juin dernier, dans labourseauquotidien.fr, Gilles Leclerc expliquait que le fixing de l'or « était déterminé non pas par les transactions effectuées directement sur le marché et par ses intervenants, mais par un groupe de 5 banques [Barclays, Deutsche Bank, HSBC, Nova Scotia et Société Générale] qui, d'un commun accord, décidaient chaque jour après simple consultation téléphonique entre elles du prix à accorder au métal précieux ». Suite à de forts doutes sur l'intégrité du procédé, une réforme de ce dernier est envisagée.

Nous expliquions dans ce dossier les enjeux de cette manipulation. Cet article relayé dans [24hgold](http://24hgold.com) explique parfaitement pourquoi elle n'a « pour objectif que la suppression du prix de l'or ».

Nouveau récit du capitalisme : la fin d'un système ?

Enfin, pour illustrer les cas de braquage relevant du capitalisme, Paul Vacca aborde ensuite les monopoles : ceux d'Internet (Google, Facebook, Amazon, YouTube...). Le hold-up est également présent dans la société du showbiz avec Hollywood et ses blockbusters. Tous ces braquages institutionnalisés se déroulent à notre insu, sans que nous en ayons conscience, avec même notre consentement.

La troisième partie traite de la géopolitique de la cupidité, ou « comment le hold-up est devenu le principe structurel de notre société et le fondement d'un nouveau récit du capitalisme ».

Nous ne pouvons pas évoquer ce chapitre sans parler de l'économiste américain Jeremy Rifkin, dont l'interview accordée à [Télérama](http://Telereama.com) a été très consultée. Il parle de son livre, un autre grand succès, *La Nouvelle Société du coût marginal zéro* dans lequel il explique que « ce qui a permis le succès inouï du capitalisme va se retourner contre lui ». Ce qui a fait le succès d'un système (nouvelles technologies pour améliorer la productivité de son entreprise, réduire les coûts marginaux...) va le conduire à sa perte.

Peut-on se réjouir de la chute de Rome ? Il ne faut hélas pas s'attendre à ce que les bandits soient tous punis et les crimes commis par les dérives du capitalisme soient réparés... Le problème est que la chute de l'empire né du capitalisme passera d'abord par la population (tous aux abris !) et quant à savoir quand, on ne le sait pas, ce peut être lent et douloureux... Paul Vacca conclut par un « besoin d'utopie » pour mettre fin à cette goinfrerie mondialisée. Personnellement, nous préférons opter pour des solutions plus concrètes à un niveau plus individuel, mêlant épargne personnelle et survivalisme. Mais les deux ne sont pas incompatibles, au contraire !

- *La société du hold-up / Le nouveau récit du capitalisme*, éditions Mille et une nuits 2012

Disponible dans toutes les bonnes librairies indépendantes et sur le site de la FNAC

